

voire députée écologiste
CHRISTINE RATZEL-TOGO
POUR LE RESPECT DES DROITS,
TOUS ÉGAUX, TOUS CITOYENS !



UNE POLITIQUE
D'IMMIGRATION
RESPECTUEUSE DES
DROITS DE L'HOMME

Nous voulons
une politique
d'immigration ouverte
et humaniste qui permette
une autre approche des
rapports Nord-Sud,
une politique qui mette fin
à la guerre aux migrants
que mène actuellement
l'Union européenne.
Le «droit à la mobilité, qui
figure dans la Déclaration
universelle des droits de
l'homme de 1948, est
un élément fondamental
de la liberté de chaque être
humain.

*Extrait du programme d'actions
2012 des écologistes*



Christine
RATZEL-TOGO
titulaire, 50 ans

Juriste spécialisée en droit des étrangers, adjointe au maire d'Aubervilliers. Depuis 1994, elle travaille à la Mission locale pour l'emploi des Jeunes, où elle est chargée de leur accès aux droits et de la lutte contre les discriminations.

Patrice VUIDEL
suppléant, 41 ans

Consultant, adjoint au maire de Pantin en charge du développement économique et du commerce

Engager la lutte contre toutes les discriminations

“ Les discriminations ont des conséquences dramatiques pour celles et ceux qui les subissent. Elles mettent en danger la cohésion sociale. Une véritable égalité des droits nécessite une politique forte qui mette fin aux textes répressifs et aux pratiques contraires aux droits humains : contrôles au faciès, expulsions séparant les familles. Pour les travailleurs étrangers, pour les sans-papiers, les députés « écolos » à l'Assemblée exigeront le respect des droits fondamentaux. Pour eux, comme pour les Français, jeunes et vieux, discriminés par l'origine, ils exigeront une vraie lutte contre les discriminations, notamment pour l'accès au logement et à l'emploi, avec des sanctions vraiment appliquées ! ”



les élus écologistes pour **LES DROITS HUMAINS!** Fraternité, justice et solidarité **À L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN JUIN!**

Pour qu'il n'y ait plus de citoyens de seconde zone !

En matière d'immigration et de relations avec les pays du Sud, les écologistes veulent une rupture radicale avec les politiques menées depuis 10 ans. Pour que la France retrouve son statut de pays des droits de l'homme, les députés écologistes proposeront des mesures fortes dans ces domaines :

1 LA RÉGULARISATION DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs étrangers doivent obtenir rapidement une carte de séjour de longue durée (3 et 10 ans), puis permanente. Pour la régularisation des sans-papiers : la présence sur le territoire depuis plus de 5 ans, la scolarisation d'un enfant, le fait d'avoir un travail doivent être les principes de régularisation.

2 LE DROIT DE VIVRE EN FAMILLE

Le regroupement familial doit être simplifié. Il faut en finir avec les barrages multiples, les restrictions au droit à la vie privée.

3 LE DROIT AU RSA ET AUX PRESTATIONS

Dès l'obtention de la carte de séjour, le droit au RSA, aux allocations familiales, doivent s'appliquer au travailleur étranger comme à tout citoyen.

4 LE DROIT DE VOTE AUX ÉLECTIONS LOCALES

Porté par Esther Benbassa, notre sénatrice EELV à la nouvelle assemblée du Sénat, le droit de vote aux élections locales doit être accordé aux étrangers qui résident depuis plus de 5 ans en France.

5 FACILITER L'ACCÈS À LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

Il faut lever les obstacles qui découragent les gens et faciliter l'accès à la nationalité française, en particulier pour les personnes nées ou éduquées en France.

6 RESPECTER LE DROIT D'ASILE

Le droit d'asile doit être de nouveau assuré pour garantir les droits et la dignité des réfugiés en application des conventions internationales.

7 PROTÉGER ET ACCUEILLIR LES MINEURS ISOLÉS

Il faut rompre avec l'attitude de méfiance à l'égard des mineurs migrants, leur offrir une protection et une éducation, notamment par l'apprentissage de la langue française, première étape vers l'autonomie.

8 LA SOLIDARITÉ AVEC LES ROMS

Citoyens européens à part entière, une politique d'accueil (droit de travailler, scolarisation des enfants), doit être mise en place, la période transitoire de séjour, supprimée.

9 EN FINIR AVEC LA FRANCAFRIQUE

Stop au soutien des dictateurs corrompus. Soutien à l'autosuffisance alimentaire et à l'économie locale et solidaire.